Hong Kong : Condamnations à la prison d'opposant.es de premier plan

vendredi 28 mai 2021, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2021).

Le magnat de la presse hongkongais **Jimmy Lai** figurait vendredi parmi huit militant pro-démocratie condamnés à de nouvelles peines d'emprisonnement pour leur participation en 2019 à une manifestation interdite le jour du 70^e anniversaire de la Chine communiste.

M. Lai, déjà en détention pour avoir participé à d'autres rassemblements, a été condamné à **14 mois** de prison pour avoir organisé et participé à cette manifestation le 1^{er} octobre 2019. **Il devra donc purger vingt mois de détention au total.**

Sept autres figures du mouvement pro-démocratie, dont **Figo Chan**, un jeune militant de 25 ans, et les ex-députés **Lee Cheuk-yan** et **Leung Kwok-hung** « **Long Hair** » ont également été condamnés à de nouvelles peines.

A leur arrivée au tribunal dans un fourgon de police, plusieurs prévenus faisaient le signe du V de la victoire avec les doigts.

Des personnes venues les soutenir ont scandé « *ajoutez de l'huile* », une expression communément employée à Hong Kong pour soutenir et encourager une personne.

Cette vague de condamnations illustre à nouveau l'implacable répression chinoise dans le territoire semi-autonome.

En 2019, le centre financier international a été secoué durant plusieurs mois par d'immenses manifestations, souvent violentes, contre l'emprise grandissante de Pékin.

Le 1^{er} octobre 2019, jour de la Fête nationale en Chine, le rassemblement pacifique, auquel avaient pris part les militants condamnés vendredi, avait été suivi d'affrontements particulièrement violents entre les forces de l'ordre et des manifestants radicaux.

L'importante participation à ce rassemblement avait été vécu comme un camouflet par le gouvernement chinois qui célébrait ce jour-là les 70 ans du régime.

« *Il était naïf de croire qu'un appel à une conduite pacifique et rationnelle suffirait à garantir l'absence de violence* », a déclaré la juge Amanda Woodcock en prononçant les peines d'emprisonnement à l'encontre des huit militants.

En réponse au vaste mouvement de contestation de 2019, Pékin a lancé une vaste campagne de répression de la dissidence et imposé une loi draconienne sur la sécurité nationale.

Veillée de Tiananmen interdite

Jeudi 27, la police hongkongaise n'a pas autorisé, pour la deuxième année d'affilée, la tenue le 4 juin de la veillée annuelle en souvenir des victimes de la répression de la place Tiananmen de Pékin. Le ministre hongkongais de la Sécurité a précisé que la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin était susceptible d'être invoquée contre les contrevenants.

Plus de 10.000 personnes ont été arrêtées dans le cadre des manifestations de 2019 et environ **2.500 ont fait l'objet de condamnations** pour diverses infractions.

La majorité des principaux leaders du mouvement pro-démocratie sont en détention ou ont fui vers l'étranger.

Plus d'une centaine de personnes, dont Jimmy Lai, ont été inculpées en vertu de la loi sur la sécurité qui prévoit des peines allant jusqu'à la prison à vie.

Les militants condamnés vendredi appartiennent à l'aile la plus modérée du mouvement pro-démocratie. Quatre d'entre-eux purgeaient déjà des peines de prison pour avoir pris part à des manifestations.

La plupart ont passé à des décennies à à prôner la non-violence dans le cadre de leur combat, jusqu'à présent vain, en faveur d'un véritable suffrage universel.

Figo Chan est l'un des piliers de la coalition Civil Human Rights Front, à l'origine des principales manifestations de 2019 auxquelles ont pris part des centaines de milliers de Hongkongais.

En début de semaine, lors d'une audience, Figo Chan a accusé les dirigeants de Hong Kong de ne pas donner la possibilité aux citoyens d'exprimer leur mécontentement.

« *Si le gouvernement écoutait les demandes de la population, il ne serait pas nécessaire que les gens aient recours à la violence pour que le gouvernement réagisse* », a-t-il déclaré au tribunal.

Pékin estime que la répression et la loi sur la sécurité nationale étaient indispensables au rétablissement de la stabilité du territoire.

De nombreuses puissances occidentales estiment que la reprise en main de Hong Kong par Pékin a mis fin au principe « *Un pays, deux systèmes* » qui avait présidé à la rétrocession de l'ex-colonie britannique par Londres en 1997. Il devait garantir au territoire une très large autonomie jusqu'en 2047.

Note ESSF sur les personnes condamnées :

Figo Chan, 25 ans, Civil Human Rights Front, League of Social Democrats
(18 mois)

Lee Cheuk-yan, 64 ans, HKCTU, Labour Party
(18 mois venant s'ajouter à une autre condamnation)

Albert Ho, 69 ans, Democratic Party
(18 mois)

Leung Kwok-hung « Long Hair », 65, League of Social Democrats,
(18 mois venant s'ajouter venant s'ajouter à une autre condamnation)

Yeung Sum, 73 ans, Democratic Party
(14 mois)

Cyd Ho, 66 ans, Labour Party
(14 mois venant s'ajouter à une autre condamnation)

Jimmy Lai, 73 ans, grand patron de presse,
(14 mois venant s'ajouter venant s'ajouter à une autre condamnation)

Avery Ng, 44 ans, League of Social Democrats

(14 mois)

Richard Tsoi, 53 ans, Alliance in Support of Patriotic Democratic Movements of China
(14 mois avec sursis)

Sin Chung-kai, 60 ans, Democratic Party
(14 mois avec sursis)

Voir notamment

http://www.europe-solidaire.org/ecrire/?exec=article&id_article=58346